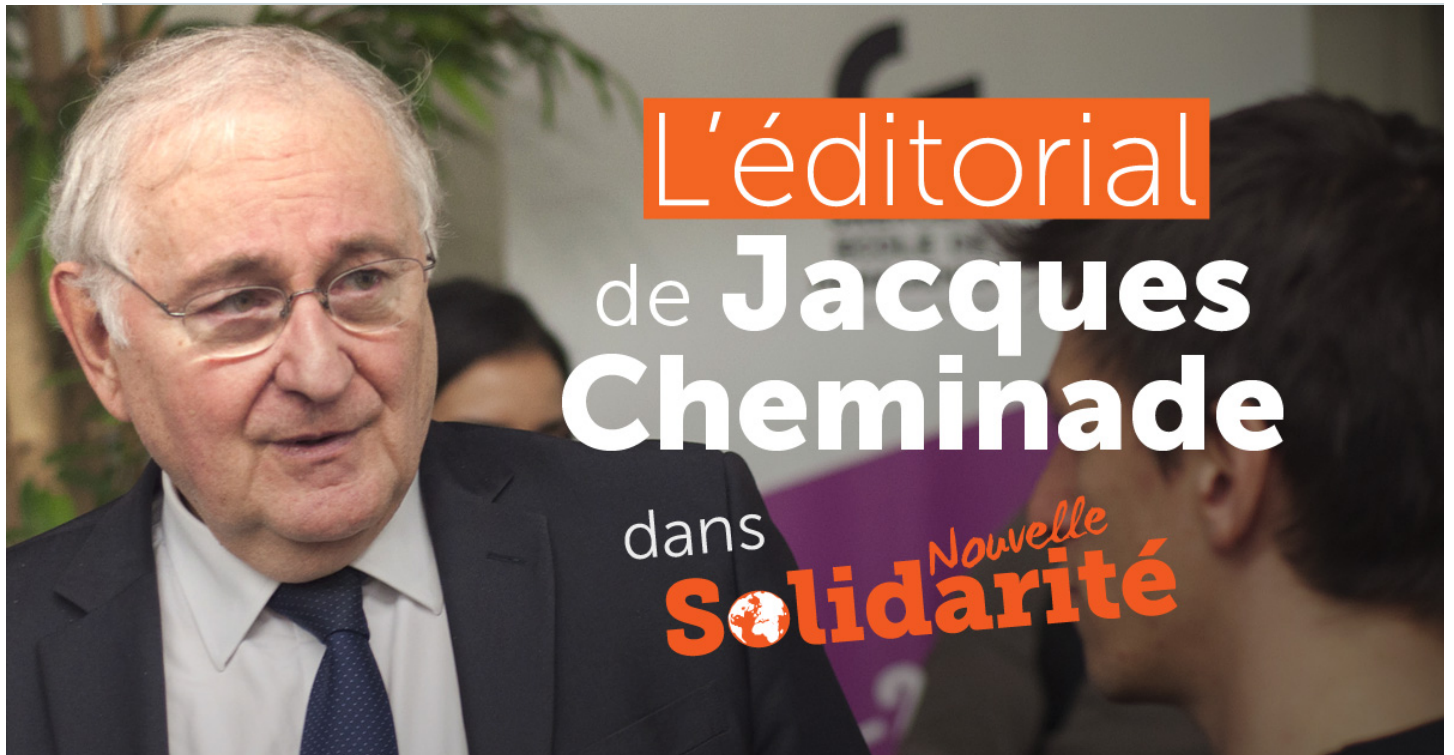


Éditoriaux

EDF, hôpital public : arrêtons la casse !

mercredi 16 octobre



L'enjeu vital dans notre pays est d'arrêter le démantèlement du service public. Nous soutenons donc ici tout mouvement qui se mobilise pour l'empêcher.

A commencer par l'hôpital et la santé publique. D'une part parce que les professeurs, médecins, infirmiers, aides-soignants et brancardiers sont presque tous sous-payés et accablés par des horaires démentiels. Ils n'ont trop souvent pas le temps de se consacrer aux patients. D'autre part parce qu'on impose le codage comptable d'une tarification aux actes, alors qu'un soin n'est pas un acte « standard » mais dépend de l'attention portée à chaque malade. Aussi accueillons-nous avec joie la naissance du Collectif inter-hôpitaux. Comme l'a dit Marie Desplechin, « ce que vous défendez, c'est nous ».

En déclarant « on est des remparts de la République, comme les profs ou les flics, en première ligne », Hugo Huon, le président du collectif inter-urgences, montre bien qu'au delà du contexte de l'hôpital, ce mouvement est une lame de fond politique. C'est pourquoi notre mouvement a participé à la journée de mobilisation conjointe des soignants, des sapeurs pompiers et de tous ceux qui les ont rejoints le 15 octobre, et soutiendra le mouvement des travailleurs de la RATP à partir du 5 décembre, ainsi que les rassemblements des 29 octobre et 14 novembre pour défendre les retraites et la sécurité sociale. Le droit aux soins, le droit au travail et la protection sociale sont garantis par notre Constitution. Au cours de ma campagne présidentielle, nous nous sommes battus pour eux et donc pour arrêter la privatisation de la santé publique. Aujourd'hui, bien mieux,

la colère s'exprime par un projet qu'élaborent les travailleurs eux-mêmes.

Sur le conseil des banques d'affaires, le gouvernement organise en même temps le démantèlement d'EDF. L'Elysée envisage un EDF « bleu », renationalisé à 100 %, intégrant les centrales nucléaires, les barrages hydrauliques et le réseau de transport d'électricité : tout ce qui demande des investissements très lourds. Avec pour pendant un EDF « vert », à 66 % public pour l'instant mais ayant vocation à être privatisé. Or ce « vert », les énergies renouvelables et le réseau de distribution d'électricité, est ce qui doit rapporter à grands coups de subventions. C'est, à l'international, la politique des « profits verts » des Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre et ex de Goldman Sachs, et des Michael Bloomberg, l'envoyé spécial des Nations unies pour l'Action climatique. Certainement pas des bienfaiteurs de l'humanité, mais des financiers milliardaires visant un nouveau pactole vert. Bref, la nationalisation des pertes et la privatisation des profits. Comme le dit Marianne, ils veulent tuer EDF. C'est le projet Hercule. Nous appelons à signer la pétition lancée contre cette infamie économique.

Plus encore, on a accepté le diktat de Bruxelles, « l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique » (ARENH), qui oblige EDF à céder à prix coûtant un quart de son électricité d'origine nucléaire à ses concurrents. Lorsque le prix du marché dépasse 42 euros, les concurrents d'EDF lui achètent son électricité, et s'il est inférieur, ils lui laissent son électricité sur les bras. Enfin, sur incitation de l'Elysée, le Commissariat général à l'énergie atomique et aux énergies alternatives a abandonné Astrid, le projet de réacteur nucléaire à neutrons rapides, et ne développe pas les réacteurs à sels fondus (par exemple, par la filière thorium), qui permettraient de transformer certains déchets en combustibles et d'en diminuer la production.

Hôpital public et EDF : le combat contre la casse exige, au delà de leur défense, la mise en œuvre d'une Banque nationale émettant du crédit public pour le service public. C'est elle seule, avec les moyens qui doivent l'accompagner, qui peut nous donner les moyens du combat pour retrouver des « Jours heureux », ni bleus ni verts mais aux couleurs de notre triptyque républicain.

L'édito de Jacques Cheminade est publié tous les 15 jours dans le journal [Nouvelle Solidarité](#).
